

49^e

enquête semestrielle
Juin 2009

La conjoncture des petites et moyennes entreprises

oseo

p. 3 • Synthèse

1

p. 4 • **Activité**

2

p. 6 • **Emploi**

3

p. 8 • **Situation financière**

4

p. 10 • **Les investissements et leur financement**

5

p. 12 • **Les secteurs d'activité**

p. 12 • **Industrie**

p. 13 • **Construction**

p. 13 • **Commerce : commerce de gros et commerce de détail**

p. 14 • **Tourisme**

p. 14 • **Services : services aux entreprises, transports**

6

p. 15 • **Méthodologie**

Synthèse

Interrogés en mai 2009, les dirigeants des PME françaises affichent un moral en berne.

La soudaineté et la violence du choc qui a frappé l'ensemble de l'économie mondiale à partir de septembre 2008 ont très rapidement atteint les secteurs situés en amont du système productif, à savoir l'industrie, les transports et le commerce de gros, avant de se propager aux autres secteurs d'activité.

Globalement, les petites et moyennes entreprises prévoient une diminution de 7 % en moyenne de leur chiffre d'affaires cette année, soit un recul trois fois plus important que lors de la récession de 1993.

La décélération est plus prononcée pour les entreprises les plus dépendantes de la conjoncture économique internationale : les entreprises moyennes et les plus exportatrices.

Le brusque affaissement de l'activité à partir de l'automne dernier a contraint les PME à alléger leurs effectifs. Les suppressions de postes sont les plus fréquentes dans l'industrie et les transports.

La situation de trésorerie s'est très rapidement dégradée au cours des six derniers mois. Elle est actuellement considérée presque aussi tendue qu'en 1993. Plus préoccupant, les dirigeants craignent une poursuite de cette dégradation au cours des tout prochains mois.

La rentabilité dégagée en 2008 est jugée encore bonne dans la construction, mais déjà très insuffisante dans le commerce de détail et les transports. Les performances financières sont attendues en baisse sensible cette année dans tous les secteurs d'activité.

Sans surprise, le vif ralentissement de la demande depuis l'automne dernier se traduit par un net recul de l'investissement des PME dans l'ensemble des secteurs.

Les anticipations d'évolution de l'activité à l'horizon de 2010 sont négatives dans la construction, dont les retournements de cycle sont plus longs et moins irréguliers que ceux de l'industrie. Les perspectives apparaissent encore bien sombres dans les secteurs liés à la consommation des ménages, le tourisme, le commerce de détail et les services aux particuliers, du fait des incertitudes nées de la vive remontée du chômage.

Toutefois, après une longue période de déstockage, la phase de reprise technique dans l'industrie et les activités qui lui sont liées se profile. Les PME exportatrices et, d'une façon générale celles qui sont innovantes, se considèrent bien placées pour profiter de la légère reprise économique qu'elles escomptent en 2010. Les entreprises innovantes espèrent d'ailleurs réembaucher l'an prochain.

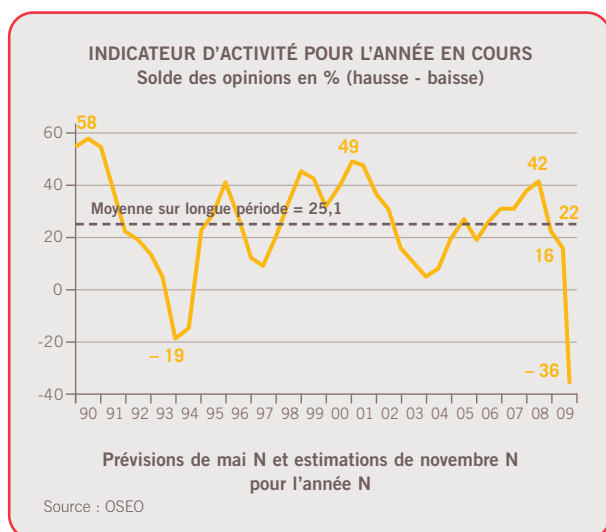
1

Activité

2009 : recul général et prononcé de l'activité

Forte décélération de l'activité depuis le début de l'année

En mai, l'indicateur d'activité⁽¹⁾ des PME ressort à - 36, en recul de 52 points par rapport à la précédente enquête de novembre et de 58 points sur un an. Il est très inférieur au précédent plus bas (- 19) atteint lors de récession de 1993.



Au vu de l'évolution de leur activité depuis le début de l'année, les dirigeants de PME pronostiquent une baisse nominale de leur chiffre d'affaires de - 7,2 % en moyenne en 2009. À titre de comparaison, en mai 1993, la prévision de recul n'était que de - 2,1 %, cette prévision ayant été révisée en baisse à - 2,3 % en fin d'année.

Aucun secteur d'activité n'échappe à la contraction de la demande

La décroissance des ventes est marquée dans tous les secteurs, en premier lieu dans ceux situés le plus en amont du système productif. Ainsi, la baisse du chiffre d'affaires 2009 est prévue à - 9,9 % en moyenne dans les transports, et à - 9,2 % dans l'industrie et le commerce de gros. Le recul serait également important dans la construction, estimé à - 7 % en moyenne. La baisse attendue est relativement moindre dans le tourisme, à - 4,9 %, et dans les services aux entreprises⁽²⁾, à - 4,8 %. Le déclin des ventes est estimé plus modéré dans le commerce de détail, à - 3,5 %, et dans les services aux particuliers hors tourisme, avec une prévision moyenne de - 1,2 %.

Les PME qui exportent sont plus affectées que les autres par le brusque ralentissement du commerce mondial

Les entreprises qui réalisent plus du quart de leur CA à l'international⁽³⁾ pronostiquent une baisse du chiffre d'affaires de - 11,0 %. Le tassement serait à peine moins prononcé pour les entreprises qui exportent entre 6 % et 25 % de leur production, attendu à - 9,8 %, mais limité à - 6,2 % pour celles qui n'exportent pas ou très peu.

Le repli de l'activité est un peu plus important dans les entreprises moyennes

Les entreprises de 50 à 500 salariés tablent sur une diminution du CA de - 9,4 % en moyenne, au lieu de - 6,9 % pour celles de moins de 50 salariés. Les premières sont en effet plus présentes sur les marchés extérieurs, donc plus rapidement atteintes par la baisse de la demande étrangère.

Les entreprises innovantes⁽⁴⁾ n'échappent plus à la décélération générale

Les PME innovantes⁽⁵⁾ s'attendent à un recul de - 6,0 % en moyenne de leur CA en 2009, contre - 7,8 % pour les non innovantes. L'ampleur de la récession aurait, pour un temps, amoindri la prime à l'innovation qui prévalait en 2008, avec une activité estimée en fin d'année en hausse de + 6,6 % pour les PME innovantes, contre seulement + 0,6 % pour les autres.

(1) Solde en pourcentage des opinions opposées : "CA estimé en hausse sur l'année en cours" moins "CA estimé en baisse".

(2) Principaux services aux entreprises : Location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...), assainissement, voirie et gestion des déchets.

(3) 10 % des entreprises de l'échantillon réalisent plus du quart de leur CA à l'international ("fortement exportatrices") et 15 % réalisent entre 6 % et 25 % ("moyennement exportatrices"). Les autres, soit 75 % de l'échantillon n'exportent pas ou moins de 6 % de leur CA ("non exportatrices").

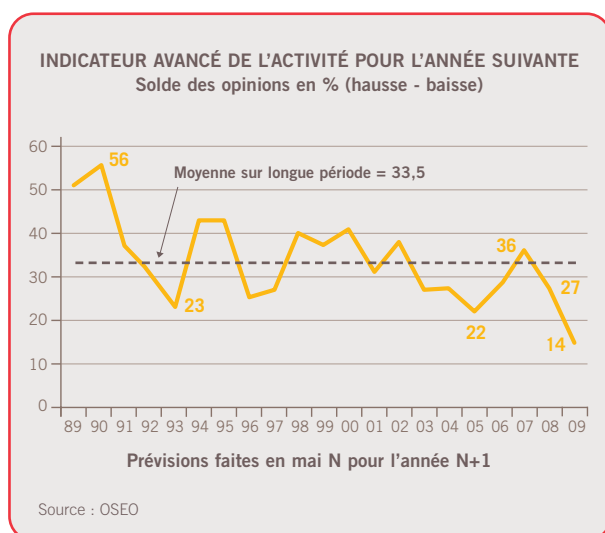
(4) Une entreprise est qualifiée "innovante" si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

- Financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D.
- Acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie.
- Déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle.
- Développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré.
- Commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

(5) 35 % des entreprises de l'échantillon sont "innovantes" et, *a contrario*, 65 % sont "non innovantes".

Pour 2010 : anticipations très prudentes de redressement de l'activité

32 % des dirigeants s'attendent à une hausse de leur activité en 2010, tandis que 18 % anticipent une baisse, soit un solde de + 14 seulement. C'est le niveau le plus faible pour cet indicateur avancé de l'activité, très inférieur aux précédents points bas de 1993 (+ 23) et de 2005 (+ 22).



Légère reprise escomptée en 2010

sauf dans la construction et les secteurs liés à consommation des ménages

Les secteurs les plus éprouvés au cours des premiers mois de 2009, ceux situés en amont du système productif, escomptent un certain redressement l'an prochain. Ainsi, l'indicateur avancé de l'activité ressort à + 21 dans l'industrie, à + 26 dans le commerce de gros et + 16 dans les transports. Dans cette perspective de classique reprise technique après une longue période de déstockage, les PME des services aux entreprises pronostiquent également une accélération de leur activité, avec un indicateur prévisionnel à + 22.

En revanche, les entreprises de la construction demeurent pessimistes (- 7), de même que celles du commerce de détail (- 3), des services aux particuliers (- 4), voire du tourisme (+ 4).

Les perspectives de redressement apparaissent limitées quelle que soit la taille de l'entreprise

L'indicateur avancé de l'activité est légèrement inférieur à la moyenne pour les entreprises de moins de 10 salariés (+ 8), tandis qu'il est tout juste un peu plus élevé pour celles de 10 à 500 salariés (+ 19).

Les PME exportatrices sont un peu plus optimistes que les autres

Les entreprises moyennement exportatrices s'attendent à une certaine reprise des affaires en 2010 (indicateur avancé à + 27), de même que celles qui réalisent plus du quart de leur activité avec l'étranger (+ 25). Les autres sont nettement plus attentistes, avec un indicateur avancé de l'activité à + 10.

Les PME innovantes tablent sur un net rebond l'an prochain

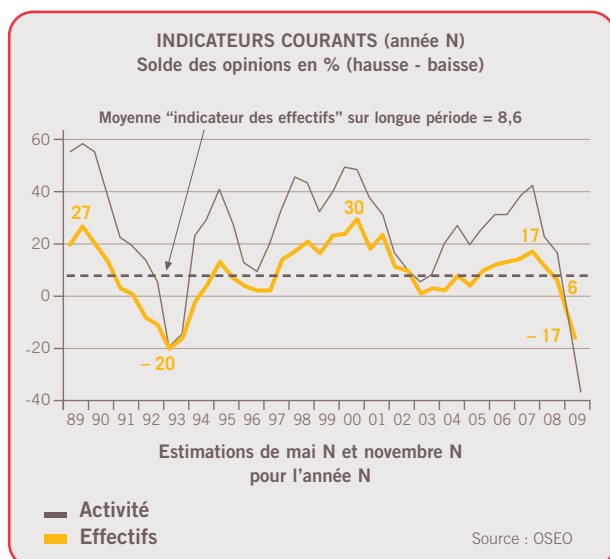
51 % des entreprises innovantes prévoient une progression de leur activité en 2010, contre 11 % seulement une diminution, soit un solde positif de + 40. En revanche, les PME qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années pronostiquent une stagnation de leurs ventes (indicateur prévisionnel nul).

2 Emploi

Rapide recul des effectifs au premier semestre 2009

Le brusque affaissement de l'activité a entraîné une sensible contraction de l'emploi

Les PME ont été contraintes de réduire leurs effectifs dès la fin de 2008. En six mois, l'indicateur courant d'emploi⁽⁶⁾ a chuté de 23 points, à - 17. À ce niveau, il est pratiquement au plus bas depuis la précédente récession (- 20 à la mi-1993).



Les ajustements à la baisse sont les plus fréquents dans les moyennes entreprises

Depuis la fin de 2008, 47 % des entreprises de 100 à 500 salariés ont réduit leurs effectifs alors que 11 % seulement les ont accrus, soit un solde de négatif de - 36. C'est la conséquence logique de la très forte contraction de l'activité dans cette catégorie d'entreprise (indicateur courant de l'activité à - 53). Dans les autres classes d'effectifs, les suppressions de postes l'emportent partout largement sur les créations, quoique de façon un peu moins aiguë.

INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

(solde des % d'opinions "en hausse" moins celles "en baisse" par rapport à fin 2008)

	Activité	Effectifs
Moins de 10 salariés	- 37	- 15
10 à 19 salariés	- 36	- 17
20 à 49 salariés	- 34	- 15
50 à 99 salariés	- 35	- 28
100 à 500 salariés	- 53	- 36

Ensemble - 36 - 17

Source : OSEO

L'emploi diminue dans tous les secteurs d'activité

Les suppressions de postes sont les plus importantes dans les secteurs où le recul de l'activité est le plus prononcé, à savoir l'industrie (indicateur à - 25), les transports (- 24) et la construction (- 20). Les réductions nettes d'emploi depuis fin 2008 sont un peu moins fréquentes dans les services aux entreprises (- 14), le commerce de détail (indicateur à - 12), le tourisme (- 11), le commerce de gros (- 10) et les services aux particuliers hors tourisme (- 6).

L'emploi recule plus vite dans les entreprises fortement exportatrices

L'indicateur courant de l'emploi des entreprises qui réalisent plus du quart de leur activité à l'international ressort à - 28, contre - 18 pour les moyennement exportatrices et - 16 pour celles qui n'exportent pas ou très peu.

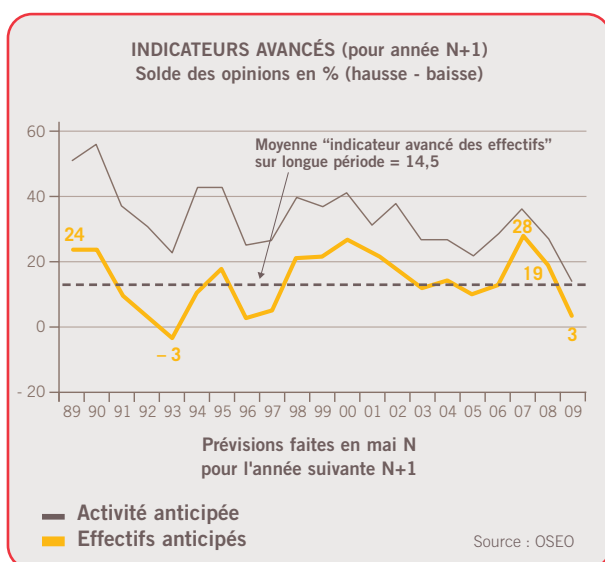
(6) Différence entre le pourcentage d'entreprises déclarant à la date de l'enquête, en mai N et novembre N, une hausse de leurs effectifs salariés par rapport à la fin de l'année précédente N-1 et le pourcentage de celles qui déclarent une baisse.

Les entreprises innovantes n'échappent plus à la contraction de l'emploi

La rapidité de la propagation de crise financière au secteur productif à partir de septembre 2008 a interrompu dans son élan l'expansion des PME innovantes. Entre novembre 2008 et mai 2009, leur indicateur courant de l'emploi a perdu 32 points, à - 15. À ce niveau, il est toutefois un peu moins négatif que pour les entreprises non innovantes, qui s'établit à - 18.

Les PME prévoient une stabilisation des effectifs en 2010

L'indicateur avancé de l'emploi régresse fortement sur un an, conjointement avec celui de l'activité. Entre mai 2008 et mai 2009, il perd 16 points, à + 3. À ce niveau très faible, il reste toutefois légèrement supérieur au minimum enregistré en 1993 (- 3).



Les pronostics sont assez variables selon le secteur d'activité

L'indicateur prévisionnel pour 2010 est nul ou voisin de l'équilibre dans tous les secteurs, sauf dans les services aux entreprises (+ 16) et les transports (+ 12).

Les entreprises de moins de 50 salariés envisagent de réembaucher en 2010 contrairement aux moyennes entreprises qui poursuivraient les réductions d'effectifs

L'indicateur prévisionnel ressort à + 7 dans les TPE, + 3 dans les entreprises de 10 à 49 salariés, mais - 8 dans les entreprises de 50 à 99 salariés et - 22 dans celles de 100 à 500 salariés.

Les entreprises exportatrices ne pensent pas embaucher plus que les autres

En l'absence de perspectives de redressement important de la demande étrangère à l'horizon de 2010, les PME exportatrices n'ont pas de raisons particulières qui pourraient motiver un accroissement des effectifs l'an prochain.

Les PME innovantes prévoient de créer de nouveaux postes en 2010

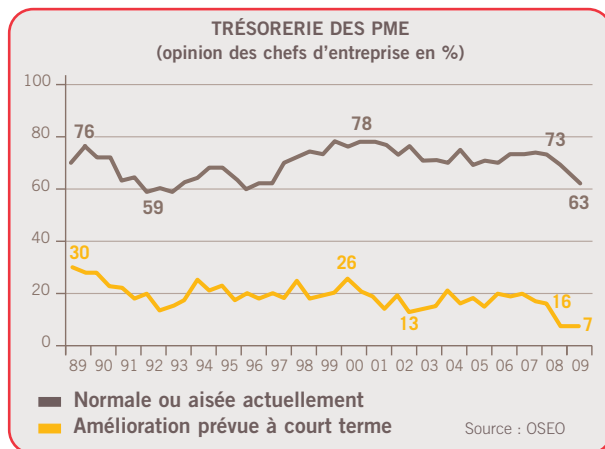
Les dirigeants de PME innovantes, optimistes sur l'évolution de leur activité l'année prochaine, envisagent d'accroître sensiblement leurs effectifs (indicateur avancé à + 16). À l'inverse, les entreprises qui n'ont pas conduit d'action d'innovation au cours des trois dernières années pensent réduire à nouveau le nombre de leurs salariés (- 4).

3

Situation financière

Les trésoreries se détériorent rapidement

En mai, 63 % des petites et moyennes entreprises estiment encore normale ou aisée la situation de leur trésorerie récente, soit 6 points de moins qu'en novembre 2008 et 10 points de moins que douze mois plus tôt. C'est cependant encore un peu au-dessus du minimum atteint en 1992 et 1993 (59 %).



Durcissement des trésoreries dans de nombreux secteurs

Les difficultés de trésorerie sont les plus fréquentes et en forte augmentation depuis novembre 2008 dans le secteur du tourisme, citées par 46 % des dirigeants (+ 10 points). Les tensions sont en forte augmentation dans le commerce de gros, mentionnées par 42 % des entreprises (+ 14 points en six mois). Le durcissement a été encore plus rapide dans les transports, avec 42 % de citations (+ 12 points). La situation de trésorerie est toujours aussi tendue dans le commerce de détail, où elle est considérée difficile par 44 % des entreprises. Dans les autres secteurs, la dégradation est un peu moins prononcée, des difficultés étant mentionnées par 36 % des PME des services aux entreprises (+ 4 points en six mois), 34 % de celles de l'industrie (+ 5 points) et par 30 % des entreprises du BTP (+ 2 points en six mois, mais + 7 points depuis mai 2008).

Les trésoreries des PME très exportatrices se sont fortement détériorées

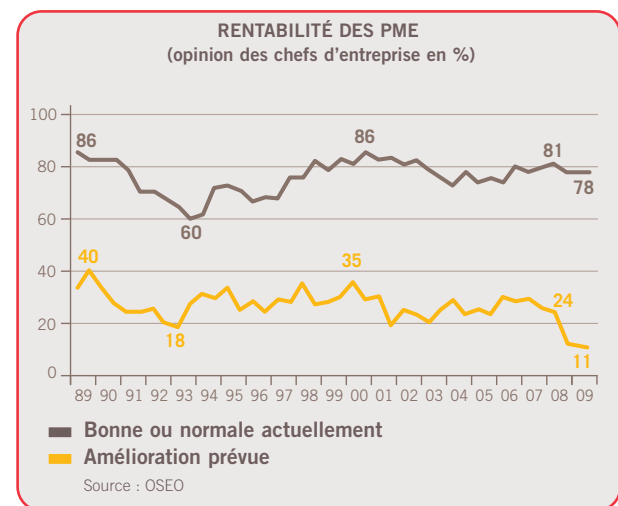
44 % des PME réalisant plus du quart de leur activité à l'international disent avoir connu des tensions de trésorerie au cours des six derniers mois, contre 27 % seulement d'entre elles en novembre 2008.

Les entreprises innovantes ont maintenu l'état de leur trésorerie

32 % seulement d'entre elles font part de problème de trésorerie (+ 1 point en six mois), la proportion atteignant 40 % parmi les non innovantes (+ 10 points).

Rentabilité 2008 jugée à peu près stable

78 % des dirigeants estiment encore bonne ou normale la rentabilité récente de leur entreprise, reproduisant le jugement de fin 2008. C'est cependant 3 points de moins qu'en mai 2008.



L'indicateur de la rentabilité récente (différence entre les pourcentages des opinions positives et négatives) gagne 1 point en six mois, à + 9, mais en perd 8 par rapport à mai 2008.

La rentabilité récente est jugée encore bonne dans la construction mais plus sévèrement dans les autres secteurs

L'opinion sur la rentabilité actuelle, c'est-à-dire telle qu'elle peut être appréciée juste après la sortie des bilans de 2008, est toujours la meilleure dans la construction (indicateur à + 25).

Le jugement est plus mitigé dans les services aux entreprises (+ 13), l'industrie (+ 10) et le commerce de gros (+ 9). Il est médiocre dans le tourisme et les services aux particuliers (+ 3) et nettement négatif dans le commerce de détail (- 10) et les transports (- 15).

Le jugement est sensiblement meilleur dans les entreprises innovantes

38 % des PME innovantes considèrent que leur rentabilité récente est bonne tandis que 21 % la jugent mauvaise, soit un solde de + 17, au lieu de + 5 seulement pour les non innovantes.

